



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
France

JCDecaux SA

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021
JCDecaux SA
17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine
Ce rapport contient 28 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense
Cedex France

JCDecaux SA

Siège social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.



Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des immobilisations financières

Risque identifié

Au 31 décembre 2021, les immobilisations financières (titres de participation, créances rattachées à des participations et prêts) sont inscrites au bilan pour une valeur nette comptable de 4 023,9 millions d'euros, soit 71% du montant total de l'actif.

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition par JCDecaux SA et sont dépréciés lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur coût d'acquisition. La valeur recouvrable des titres de participation correspond à la valeur la plus élevée entre leur prix de cession estimé et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis sur la base des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si la capacité de remboursement de la filiale n'est pas suffisante au regard de ses prévisions de trésorerie.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation, créances rattachées et prêts constituait un point clé de l'audit compte tenu du poids de ces actifs dans le bilan et de

l'importance des jugements de la direction dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie, des taux d'actualisation, des taux de croissance à long terme et de la probabilité de renouvellement des contrats à l'échéance.

Notre réponse

Concernant l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont principalement consisté, sur la base des informations qui nous ont été communiquées à :

- prendre connaissance des processus et analyses conduites par la société JCDecaux SA pour réaliser ces évaluations ;
- vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- analyser le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe ainsi que par comparaison avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur et avec la performance historique des filiales concernées ;
- évaluer le caractère raisonnable du taux d'actualisation, du taux de croissance long terme et du taux de renouvellement de contrat ;
- vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont également consisté à :

- vérifier l'exactitude arithmétique du modèle de dépréciation des créances rattachées à des participations et des prêts ;
- apprécier le caractère approprié des informations fournies dans la note de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.



Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président du Directoire.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.



Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par l'Assemblée générale du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2021, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption, dont vingt et une année depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé et le cabinet KPMG S.A. était dans la seizième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.



ERNST & YOUNG et Autres

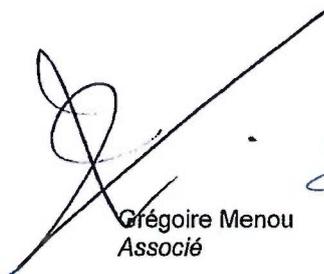
JCDecaux SA
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,
Paris-La Défense, le 16 mars 2022

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres



Grégoire Menou
Associé



Frédéric Quélin
Associé



Aymeric de La Morandière
Associé

Comptes annuels de la société

BILAN ACTIF

<i>En millions d'euros</i>		2021	2020
Immobilisations incorporelles	Valeurs Brutes	94,5	88,1
	Amortissements	-72,0	-65,6
	Valeurs nettes	22,5	22,5
Immobilisations corporelles	Valeurs Brutes	59,0	59,2
	Amortissements	-17,3	-14,8
	Valeurs nettes	41,7	44,4
Immobilisations financières	Valeurs Brutes	4 527,6	4 321,2
	Dépréciations	-503,7	-513,7
	Valeurs nettes	4 023,9	3 807,5
ACTIF IMMOBILISÉ		4 088,1	3 874,5
Clients	Valeurs Brutes	40,4	46,7
	Dépréciations	-0,2	0,0
	Valeurs nettes	40,2	46,7
Autres créances	Valeurs Brutes	71,3	181,7
	Dépréciations	0,0	0,0
	Valeurs nettes	71,3	181,7
Disponibilités et équivalents de trésorerie		1 446,1	1 586,4
Comptes de régularisation		17,5	13,7
ACTIF CIRCULANT		1 575,1	1 828,5
Charges à répartir		5,4	7,3
Ecart de conversion actif		7,2	3,5
TOTAL GÉNÉRAL		5 675,8	5 713,8

BILAN PASSIF

<i>En millions d'euros</i>		2021	2020
Capital Social		3,2	3,2
Primes d'émission, de fusion et d'apport		726,4	726,4
Réserves		41,2	86,3
Report à nouveau		0,0	0,0
Résultat de l'exercice		-18,4	-45,1
Provisions réglementées		1,1	1,1
CAPITAUX PROPRES		753,5	771,9
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		24,1	23,8
Dettes financières	Autres emprunts obligataires	1 967,5	1 967,5
	Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	150,1	150,4
	Emprunts et dettes financières divers	2 677,8	2 710,7
Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31,9	31,0
	Dettes fiscales et sociales	26,7	28,4
	Dettes diverses Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,4	0,5
	Autres dettes	5,4	2,5
Comptes de régularisation		13,1	12,0
DETTES		4 872,9	4 903,1
Ecarts de conversion passif		25,3	15,0
TOTAL GÉNÉRAL		5 675,8	5 713,8

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	81,4	88,1
Production immobilisée	6,6	4,8
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	2,7	7,9
Autres Produits	39,1	37,8
PRODUITS D'EXPLOITATION	129,8	138,6
Autres achats et charges externes	75,8	74,7
Impôts, taxes et versements assimilés	4,4	4,4
Salaires et traitements	34,3	33,0
Charges sociales	16,0	16,0
Dotations aux amortissements et provisions	15,7	19,1
Autres charges	8,2	11,8
CHARGES D'EXPLOITATION	154,4	159,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-24,6	-20,4
RÉSULTAT FINANCIER	1,9	-31,3
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-22,7	-51,7
Produits exceptionnels	1,5	28,6
Charges exceptionnelles	1,2	25,0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0,3	3,6
Participation des salariés	0,0	0,0
Impôts sur les bénéfices (charge +/-produit -)	-4,0	-3,0
RÉSULTAT NET	-18,4	-45,1

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE LA SOCIÉTÉ JCDecaux SA

Les comptes annuels de la société JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le Directoire le 2 mars 2022 avec un chiffre d'affaires s'élevant à 81,4 millions d'euros, un résultat net de -18,4 millions d'euros et un total bilan de 5 675,8 millions d'euros.

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

1.1.1. Principes et règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux principes comptables généralement admis en France :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est faite selon la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition conformément aux règles comptables. Il n'y a pas eu de modification dans les méthodes d'évaluation.

1.2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement de logiciels. Elles sont amorties linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

Les frais engagés, tant internes qu'externes, pour le développement des logiciels significatifs sont portés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée de 3 ans, 5 ans ou 10 ans. Conformément aux dispositions comptables en vigueur, seuls les frais engagés sur les phases de conception détaillée, programmation et paramétrage, tests et recettes sont enregistrés en immobilisations.

Les autres frais de recherche et de développement encourus au cours de l'exercice sont comptabilisés en charges.

Les logiciels acquis avant le 1er janvier 2017 ont fait l'objet d'un amortissement exceptionnel sur 12 mois, la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal étant enregistrée en amortissement dérogatoire.

1.2.1.2. Immobilisations corporelles

Les modes et durées d'amortissements retenus sont les suivants :

- Mobiliers urbains
> linéaire 5 à 10 ans
- Installations techniques, matériel et outillage
> linéaire ou dégressif 5 ans ou 10 ans
- Matériel de transport
> linéaire 4 ans ou 15 ans
- Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations
> linéaire ou dégressif 3 ans, 5 ans ou 10 ans.

1.2.1.3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition par la société et sont dépréciés lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur coût d'acquisition.

La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de cession des titres de participation et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an en Europe et 3 % par an dans le reste du Monde.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si les flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net sont négatifs.

Lors des cessions des titres de participations ou de remboursement des autres immobilisations financières, il est fait application de la méthode FIFO.

1.2.2. Actif circulant

1.2.2.1. Créances

Les créances litigieuses, contentieuses ou douteuses de par leur antériorité, font l'objet de dépréciations en fonction du risque de non-recouvrement.

1.2.2.2. Gestion centralisée de la trésorerie et des besoins de financement du Groupe

La société gère de façon centralisée la trésorerie et les besoins de financement du Groupe. A ce titre, sont présents à l'actif des comptes sociaux :

- des créances et prêts rattachés aux participations en immobilisations financières pour les financements de filiales à long terme
- des comptes courants de trésorerie débiteurs ainsi que des comptes courants de cash pooling débiteurs en autres créances

Les comptes courants de trésorerie créditeurs sont classés quant à eux en emprunts et dettes financières divers au passif.

1.2.2.3. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure au prix d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée.

1.2.2.4. Charges constatées d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les charges se rapportant aux exercices 2022 et ultérieurs sont enregistrées dans ce compte.

1.2.3. Passif

1.2.3.1. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour faire face à des obligations légales ou implicites, résultant d'événements passés existant à la date de la clôture et pour lesquels une sortie de ressources est probable.

1.2.3.2. Provisions pour indemnités de fin de carrière et avantages assimilés

Les engagements de JCDecaux SA résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

La dernière décision de l'IFRIC « IAS 19 Attribution des avantages aux périodes de service » est sans impact sur les comptes de JCDecaux SA en raison de la convention collective de la Publicité.

Conformément à la recommandation ANC N°2013-02, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et en totalité par résultat lors de l'exercice de

leur survenance. Le coût normal et le coût des services passés sont reconnus en résultat.

1.2.3.3. Produits constatés d'avance

Conformément à la règle de l'indépendance des exercices, les produits se rapportant aux exercices 2022 et ultérieurs sont enregistrés dans ce compte.

1.2.4. Opérations en devises et instruments financiers

JCDecaux SA utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change.

Les couvertures de risque de change visent à prémunir l'entreprise contre les effets de fluctuation des devises. Les instruments utilisés sont principalement des achats, ventes à terme de devises et swaps de change.

Les dettes, créances et disponibilités en devises (les sous-jacents) figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de change de fin d'exercice (cours de clôture). La différence éventuelle résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en compte d'écarts de conversion.

Pour les sous-jacents couverts, un instrument financier est valorisé au bilan pour sa juste valeur en contrepartie de comptes d'écarts de conversion. Le résultat de change réalisé sur le dénouement d'instruments financiers dont le sous-jacent est toujours présent au bilan est « différé » en résultat par des produits constatés d'avance ou des charges constatées d'avance.

Pour les sous-jacents non couverts, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour perte de change.

1.2.5. Impôts sur les bénéfices

La société a opté pour le régime fiscal des groupes. Les filiales françaises, comprises dans le périmètre de l'intégration fiscale, comptabilisent dans leurs comptes une charge d'impôt sur la base de leurs résultats fiscaux propres.

JCDecaux SA, en tant que tête d'intégration, comptabilise en produit d'impôt d'intégration fiscale la différence entre la somme des impôts des filiales et l'impôt dû au titre du résultat d'ensemble. En cas de sortie d'une des filiales du groupe fiscal, les parties se rapprocheront pour en examiner les conséquences.

1.2.6. Crédit d'impôt recherche

Le crédit d'impôt recherche, acquis au titre des dépenses de recherche de l'année précédente, est comptabilisé en diminution de l'impôt sur les sociétés.

2. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Bien que publiant elle-même des comptes consolidés, les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la société suivante :

JCDecaux Holding

17, Rue Soyer 92200 Neuilly sur Seine

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Valeurs brutes	88,1	10,6	4,2	94,5
Amortissements et dépréciations	-65,6	-6,8	-0,4	-72,0
VALEURS NETTES	22,5	3,8	3,8	22,5

VALEURS BRUTES

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Brevets, licences et logiciels	85,1	3,9	0,4	88,6
Immo. incorporelles en cours	3,0	6,7	3,8	5,9
TOTAL	88,1	10,6	4,2	94,5

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Brevets, licences et logiciels	-65,6	-6,8	-0,4	-72,0
TOTAL	-65,6	-6,8	-0,4	-72,0

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Valeurs brutes	59,2	1,0	1,2	59,0
Amortissements et dépréciations	-14,8	-3,7	-1,2	-17,3
VALEURS NETTES	44,4	-2,7	0	41,7

VALEURS BRUTES

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Mobiliers urbains	2,2	0,1	0,4	1,9
Installations, matériel et outillage	11,9	0,5	0,0	12,4
Matériel de transport	38,0	0,0	0,0	38,0
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	7,1	0,3	0,8	6,6
En-cours	0,0	0,1	0,0	0,1
TOTAL	59,2	1,0	1,2	59,0

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Mobiliers urbains	-1,3	-0,3	-0,3	-1,3
Installations, matériel et outillage	-5,4	-1,0	0,0	-6,4
Matériel de transport	-1,9	-1,9	0,0	-3,8
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	-6,2	-0,4	-0,8	-5,8
TOTAL	-14,8	-3,6	-1,1	-17,3

5. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

<i>En millions d'euros</i>	VALEURS AU 01/01/2021	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEURS AU 31/12/2021
Participations	2 977,5	0,0	0,0	2 977,5
Créances rattachées à des participations	1 127,0	41,7	12,9	1 155,8
Prêts et autres immobilisations financières	216,7	230,6	53,0	394,3
VALEURS BRUTES	4 321,2	272,3	65,9	4 527,6
Dépréciations des participations	-379,9	-0,3	-23,7	-356,5
Dépréciations des créances rattachées et prêts	-133,8	-26,8	-13,4	-147,2
DÉPRÉCIATIONS	-513,7	-27,1	-37,1	-503,7
VALEURS NETTES	3 807,5	245,2	28,8	4 023,9

Les augmentations et diminutions des créances rattachées à des participations et des prêts correspondent aux nouveaux prêts et aux remboursements des financements accordés aux filiales.

La valeur brute des créances rattachées à des participations présente une variation nette de + 28,8 millions d'euros qui s'explique principalement par les augmentations nettes des créances :

- JCDecaux Amériques Holding pour 5,0 millions d'euros.
- JCDecaux Israël pour 7,7 millions d'euros.
- Métrobus pour 8,6 millions d'euros.

La valeur brute des prêts et autres immobilisations financières présente une variation nette de +177,6 millions d'euros qui s'explique principalement par les augmentations nettes des prêts :

- JCDecaux North America pour 78,3 millions d'euros
- JCDecaux UK pour 23,8 millions d'euros
- JCDecaux Out of Home Advertising Singapore pour 9,8 millions d'euros
- VIOOH pour 54 millions d'euros
- JCDecaux Australia Holding pour 14,5 millions d'euros

La dépréciation des participations présente une variation nette de - 23,4 millions d'euros qui s'explique principalement par la reprise de dépréciations des titres :

- Métrobus pour 17,9 millions d'euros
- JCDecaux Afrique Holding pour 5,7 millions d'euros

La dépréciation des créances rattachées et des prêts présente une variation nette de + 13,4 millions d'euros qui s'explique principalement par :

- VIOOH : dotation pour 18,4 millions d'euros
- JCDecaux Amériques Holding : reprise pour 9,5 millions d'euros
- JCDecaux Israël : dotation pour 7,5 millions d'euros

6. DISPONIBILITÉS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Contrat de capitalisation	46,0	45,6
Valeur mobilière de placement	362,3	3,3
Instruments financiers	0,3	0,3
Dépôts à terme à moins d'un an	420,0	550,0
Banque	617,5	987,2
TOTAL	1446,1	1586,4

La trésorerie en Banque comprend principalement des comptes courants non rémunérés.

7. CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Frais d'émission d'emprunts	5,4	7,3
TOTAL	5,4	7,3

Les frais d'émission d'emprunts sont relatifs :

- à la mise en place en février 2012 d'une ligne de crédit revolving confirmée et de ses avenants, échéance juin 2026
- à l'émission en juin 2016 d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros, échéance juin 2023
- à l'émission en avril 2020 d'un emprunt obligataire de 599,9 millions d'euros (y compris abondement de 99,9 millions d'euros réalisé en octobre 2020), échéance octobre 2024
- à l'émission en avril 2020 d'un emprunt obligataire de 599,9 millions d'euros (y compris abondement de 99,9 millions d'euros réalisé en octobre 2020), échéance avril 2028
- à la mise en place en avril 2020 d'un emprunt bancaire de 150 millions d'euros échéance avril 2025.

Ces frais sont amortis sur la durée respective de chaque emprunt.

8. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL	A MOINS D'UN AN	A PLUS D'UN AN 5 ANS AU PLUS	A PLUS DE CINQ ANS
Créances	1 676,3	137,9	1 538,4	
Dettes	4 873,0	726,3	3 546,7	599,9

Les montants indiqués en créances incluent les créances rattachées à des participations, les prêts, les autres immobilisations financières ainsi que les créances sur les clients, les autres créances y compris les comptes courants débiteurs de cash-pooling vis-à-vis des filiales du Groupe et les charges constatées d'avance.

Les montants indiqués en dettes incluent les dettes obligataires, bancaires et autres dettes financières vis-à-vis des filiales y compris les comptes courants créditeurs de cash-pooling ainsi que les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

9. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières de JCDecaux SA vis-à-vis d'entités qui ne sont pas ses filiales directes ou indirectes sont principalement constituées:

- des emprunts obligataires :
 - 750 millions d'euros à échéance juin 2023
 - 599,9 millions d'euros à échéance octobre 2024
 - 599,9 millions d'euros à échéance avril 2028
- un emprunt bancaire de 150 millions d'euros à échéance avril 2025
- des billets de trésorerie pour 200 millions d'euros émis dans le cadre du programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) de JCDecaux SA d'un montant maximum de 750 millions d'euros.

JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

La maturité de cette ligne a été étendue au 30 juin 2026 suite à l'exercice d'une deuxième option d'extension à effet juillet 2021.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette/marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Par précaution, le Groupe a obtenu un waiver de la part des prêteurs sur ces deux financements pour les constatations du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2021. Le prochain covenant applicable sera donc sur la base des comptes du 31 décembre 2022 si la notation financière est inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) à cette date.

JCDecaux SA est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 18 mars 2021, et celle de Standard and Poor's du 6 décembre 2021).

En 2021, la dette nette a augmenté de 34,3 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Emprunts obligataires et autres emprunts auprès des établissements de crédits	2 117,6	2 117,5
Emprunts groupes	2 046,9	1 962,3
Billets de trésorerie	200,0	481,0
Compte courant de Cash Pooling	430,8	267,4
DETTE FINANCIÈRE	4 795,3	4 828,2
Prêts et créances rattachés à des participations	1 400,0	1 208,3
Compte courant de Cash Pooling	54,8	171,8
ACTIF FINANCIER	1 454,8	1 380,1
Instruments financiers dérivés actifs	0,3	0,3
Instruments financiers dérivés passifs	3,5	1,5
INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE	-3,2	-1,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 445,8	1 586,1
Concours bancaires	0,1	0,5
TRÉSORERIE NETTE	1 445,7	1 585,6
DETTE NETTE	1 898,0	1 863,7

10. COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Couvertures de change	12,1	7,5
Intérêt financier sur emprunt obligataire	1,5	2,3
Divers	3,8	3,9
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	17,4	13,7
Couvertures de change	4,6	1,5
Intérêt financier sur emprunt obligataire	8,3	10,5
Divers	0,1	0,0
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	13,0	12,0

Les charges ou produits constatés d'avance sur couvertures de change correspondent aux résultats de change réalisés sur des dérivés venant en couverture de sous-jacents toujours au bilan.

Les intérêts financiers comptabilisés en charges ou produits constatés d'avance correspondent aux intérêts payés ou perçus d'avance sur emprunts et étalés sur la durée de l'emprunt.

Les autres charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des contrats de maintenance informatique.

11. CAPITAUX PROPRES

<i>En millions d'euros</i>	01/01/2021	AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020	VARIATIONS 2021	31/12/2021
Capital	3,2			3,2
Primes d'émission	323,3			323,3
Primes de fusion	159,1			159,1
Primes d'apports	244,0			244,0
Réserve légale	0,3			0,3
Autres réserves	86,0	-45,1		40,9
Report à Nouveau	0,0	0,0		0,0
Résultat de l'exercice	-45,1	45,1	-18,4	-18,4
SITUATION NETTE	770,8	0,0	-18,4	752,4
Provisions réglementées	1,1			1,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES	771,9	0,0	-18,4	753,5

Au 31 décembre 2021, le capital social de 3 245 684,82 euros est composé de 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées, soit un montant nominal par action de 0,015 euros. Le capital social de la société est détenu à hauteur de 64,67 % (soit 137 691 335 actions) par la société JCDecaux Holding.

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires.

JCDecaux SA a accordé les plans de stock-options suivants :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €
Repricing – Ajustement du nombre de stock-options ⁽²⁾	N/A	N/A	3 145	3 992
Nombre d'options en vie à la fin de période	306 840	716 568	449 066	0

⁽¹⁾ JCDecaux SA n'a pas accordé de plan de stock-option depuis 2017.

⁽²⁾ Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

En 2021, JCDecaux SA a accordé un plan d'actions gratuites :

	Plan 2021
Date d'attribution	31/10/2021
Nombre de bénéficiaires	321
Nombre d'actions gratuites	1 063 818
Hypothèse de turnover par année (en %)	3,1
Taux sans risque (en %)	-0,50
Taux de distribution du dividende (en %) ⁽¹⁾	2,08
Juste valeur des actions gratuites ⁽²⁾	20,74 €

⁽¹⁾ Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

⁽²⁾ Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turnover ».

A la clôture de l'exercice 2021, le nombre d'actions gratuites potentiel s'élève à 1 061 685 actions, après 2 133 actions annulées.

Le Plan d'attribution d'actions prévoyant que l'attribution des actions puisse se faire par émission, seule la contribution patronale a été provisionnée suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des actions gratuites.

12. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En millions d'euros	VALEURS AU 01/01/2021	DOTATIONS	REPRISES	VALEURS AU 31/12/2021
PROVISIONS POUR RISQUES				
Pertes de change	0,2	0,0	0,2	0,0
Autres	2,4	1,7	0,0	4,1
PROVISIONS POUR CHARGES				
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages à long terme	21,2	1,4	2,6	20,0
TOTAL	23,8	3,1	2,8	24,1

Les engagements à prestations définies de JCDecaux SA vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités conventionnelles de départs en retraite et des médailles du travail.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

AU 31 DÉCEMBRE	2021
Taux d'actualisation	0,90%
Taux de revalorisation des salaires	2,00%
Duration	12,72

Le taux d'actualisation est déterminé par référence au rendement des obligations émises par des entreprises de premier rang à la date de l'évaluation et dont l'échéance correspond à la durée des engagements à actualiser.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme s'analysent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES ENGAGEMENTS	TOTAL
ÉVOLUTION DE LA DETTE ACTUARIELLE			
Ouverture	20,9	0,3	21,2
Coût des services rendus	0,6	0,0	0,6
Charges d'intérêt	0,0	0,0	0,0
Impact des acq. / cession sur la dette	0,0	0,0	0,0
Profits ou pertes actuariels	-1,8	0,0	-1,8
Prestations payées	0,0	0,0	0,0
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	19,7	0,3	20,0

13. SITUATION FISCALE LATENTE

Allègement (+) et accroissement (-) de la dette future d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Provision pour engagements de retraite	19,7	20,9
Autres provisions	2,5	0,2
Provisions pour dépréciations des prêts et autres créances	147,2	133,9
Gain/perte latente de change	10,6	5,4
TOTAL	180,0	160,4

14. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

14.1. Chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
France	35,2	36,8
Export	46,2	51,3
TOTAL	81,4	88,1

Le chiffre d'affaires correspond aux prestations d'assistance et de conseil dans les domaines administratif, technique, informatique, juridique, immobilier, social et industriel destinées aux différentes filiales du Groupe JCDecaux.

14.2. Autres produits d'exploitation

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Production immobilisée	6,6	4,8
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	2,7	7,9
Autres produits	39,1	37,8
TOTAL	48,4	50,5

La production immobilisée correspond aux frais engagés pour le développement de logiciels significatifs portés en immobilisations incorporelles.

Les autres produits concernent principalement les redevances des incorporels (marques, brevets, savoir-faire et autres droits) facturées aux filiales et les gains de change sur créances et dettes commerciales.

14.3. Charges d'exploitation

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Autres achats et charges externes	75,8	74,7
Impôts, taxes et versements assimilés	4,4	4,4
Salaires et traitements	34,3	33,0
Charges sociales	16,0	16,0
Dotations aux amortissements et provisions	15,7	19,1
Autres charges	8,2	11,8
TOTAL	154,4	159,0

Les autres achats et charges externes se composent principalement de sous-traitance et maintenance informatique, d'honoraires conseils, fiscaux et juridiques pour le Groupe, de coûts administratifs et management fees facturés par des filiales.

Les autres charges correspondent essentiellement à la redevance de nom et de marque versée à JCDecaux France, ainsi qu'aux pertes de change sur créances et dettes commerciales.

15. RÉSULTAT FINANCIER

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Produits de participations	4,9	402,9
Revenus des autres créances et autres produits financiers	27,0	11,5
Charges d'intérêts et charges assimilées	-38,8	-30,5
Gains/Pertes de change nets	-1,2	0,0
Reprises sur provisions et transferts de charges	37,3	0,1
Dotations financières aux amortissements et provisions	-27,3	-415,3
RÉSULTAT FINANCIER	1,9	-31,3

Les reprises sur provisions correspondent principalement à la reprise de dépréciation des titres des filiales Métrobus pour 17,9 millions d'euros et JCDecaux Afrique Holding pour 5,7 millions d'euros, ainsi qu'à la reprise de dépréciation du prêt à la filiale JCDecaux Amériques Holding pour 9,5 millions d'euros.

Les dotations financières aux amortissements et provisions correspondent principalement à la dépréciation des prêts des filiales VIOOH pour 18,4 millions d'euros et JCDecaux Israël pour 7,5 millions d'euros.

16. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Valeur nette des éléments d'actifs incorporels et corporels cédés	0,0	0,0
Valeur nette des éléments d'actifs financiers cédés	0,6	24,3
Dotations aux amortissements dérogatoires	0,6	0,6
Dotations aux provisions pour risques et charges	0,0	0,0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1,2	24,9

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
Produit de cession des éléments d'actifs incorporels et corporels	0,0	0,0
Produit de cession des éléments d'actifs financiers	0,9	23,9
Reprise d'amortissements dérogatoires	0,6	4,6
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1,5	28,5
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0,3	3,6

17. CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
CHARGES À PAYER		
DETTES FINANCIÈRES		
Autres emprunts obligataires	17,8	17,7
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,2	0,3
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8,7	13,3
Dettes fiscales et sociales	14,6	13,1
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,1	0,1
Autres dettes	0,3	0,3

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
PRODUITS À RECEVOIR		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Créances rattachées à des participations	5,0	0,9
Prêts	1,9	0,6
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	5,1	5,2
AUTRES CRÉANCES	0,0	0,5
DISPONIBILITÉS	0,1	0,0

18. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

<i>En millions d'euros</i>	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS
Résultat courant	-22,7	0,5	-22,3
Résultat exceptionnel	0,3	-0,1	0,2
Boni d'intégration fiscale		2,1	2,1
Report en arrière du déficit 2020		1,5	1,5
Résultat net	-22,4	4,0	-18,4

(Impôts sur les bénéfices (charge - / produit +))

19. ENGAGEMENTS HORS BILAN, AUTRES QUE LES INSTRUMENTS FINANCIERS

<i>En millions d'euros</i>	2021	2020
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Garantie de marchés	137,2	124,8(*)
Autres garanties	247,3	603,6(*)
Engagements sur titres	-	-
TOTAL	384,5	728,4
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements sur titres	-	-
Ligne de crédit disponible	825	825
TOTAL	825	825

(*) En 2020, les montants reportés correspondaient aux montants maximums garantis alors qu'en 2021, il est renseigné les montants utilisés. Pour information, les montants utilisés en 2020 sont de 118,3M€ en garantie de marché et 247,7M€ en autres garanties, soit un total de 366,0M€

Les garanties de marchés correspondent aux garanties par lesquelles la société garantit, directement ou en contre-garantie, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « Autres garanties » comprend les garanties émises pour le paiement de loyers, dettes financières, de certaines de ses filiales ou les contre-garanties en faveur des banques dans le cadre de lignes de cautions accordées à ses filiales. A noter que le montant des garanties sur dettes financières (lignes de crédit et découverts bancaires) et sur lignes de garanties bancaires correspond au montant effectivement utilisé à la date de clôture.

Dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder ou se voir accorder des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, JCDecaux SA et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que JCDecaux SA ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, JCDecaux SA ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

JCDecaux SA utilise des instruments financiers à des fins de couverture contre le risque de change.

L'exposition de JCDecaux SA au risque de change provient notamment de l'activité avec ses filiales à l'étranger.

Elle est principalement liée :

- aux opérations financières : refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères, couverts principalement par des swaps de change à court terme
- aux opérations commerciales.

Au 31 décembre 2021, les opérations contractées par la société sont les suivantes :

(En millions d'euros)	ACTIFS FINANCIERS ET COMMERCIAUX	PASSIFS FINANCIERS ET COMMERCIAUX	ACTIFS/PASSIFS	HORS BILAN ⁽¹⁾	DIFFERENTIEL
AED	0,2	40,6	-40,4	40,4	0,0
AUD	173,2	0,0	173,2	-172,0	1,2
BHD	4,3	0,0	4,3	-4,3	0,0
BRL	13,2	0,1	13,1	-12,6	0,5
CLP	2,8	0,0	2,8	-2,7	0,1
CNY	4,7	0,1	4,6	-1,2	3,4
DKK	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
GBP	79,8	0,7	79,1	-79,2	-0,1
HKD	7,5	22,6	-15,1	17,9	2,8
ILS	50,3	0,0	50,3	0,9	51,2
JPY	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2
MXN	0,3	0,0	0,3	-0,5	-0,2
OMR	0,0	2,6	-2,6	2,6	0,0
PEN	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
PLN	1,1	0,0	1,1	-1,1	0,0
SAR	0,2	38,0	-37,8	37,9	0,1
SGD	10,2	0,9	9,3	-9,8	-0,5
USD	102,1	14,9	87,2	-79,8	7,4
ZAR	2,3	12,1	-9,8	9,9	0,1
Autres	2,8	0,4	2,4	-1,2	1,2
TOTAL	455,4	133,0	322,4	-254,7	67,7

⁽¹⁾ Achats, ventes à terme, swaps de change à court terme valorisés au taux de clôture.

Au 31 décembre 2021, la valeur de marché de ces instruments financiers (coût théorique de déboucement) s'élève à -3,2 millions d'euros.

21. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Le montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2021 s'élève à 416 000 euros.

Les rémunérations et avantages des membres du Directoire pour l'exercice 2021 s'élèvent à 4 253 411 euros.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

22. EFFECTIFS

La ventilation des effectifs moyens (en équivalent temps plein) par catégorie est la suivante :

CATÉGORIE	2021	2020
Dirigeants	1	1
Cadres	389	404
Agents de maîtrise	91	99
Employés	19	12
TOTAL	500	516

23. OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC DES ENTREPRISES LIÉES

Au cours de l'exercice, il n'a été conclue aucune convention avec les parties liées au sens de l'article R 123-198 du Code de Commerce, d'un montant significatif et qui n'aurait pas été conclue aux conditions normales du marché.

24. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 31 janvier 2022, le groupe a annoncé avoir placé 500 millions d'euros d'obligations à 8 ans, à échéance 7 février 2030. Le produit de cette émission sera dédié aux besoins généraux du Groupe et au refinancement de dettes existantes

25. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2021

SOCIÉTÉS	CAPITAL EN KDEUISE	AUTRES CAPITAUX PROPRES (1) EN KDEUISE	QUOTE-PART DU CAPITAL EN %	VALEUR D'INVENTAIRE DES TITRES EN K€	VALEUR D'INVENTAIRE DES TITRES DETENUS EN K€	PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON REMBOURSES EN K€	PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON REMBOURSES EN K€	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FOURNIS PAR LA SOCIÉTÉ EN K€	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T. DE L'EXERCICE 2021 EN K€	BENEFICE NET (OU PERTE) DE L'EXERCICE 2021 EN K€	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIÉTÉ EN 2021 EN K€
A – FILIALES EN FRANCE DETENUES A PLUS DE 50%											
JCDecaux France	8 242	1 008 938	100,00	1 392 918	1 392 918				627 341	12 853	
JCDecaux Asie Holding	6 525	1 309	100,00	54 691	54 691	540 758	540 758		-	24 510	
JCDecaux Amériques Holding	297 000	-380 255	100,00	297 000	0	405 979	330 125		-	6 531	
JCDecaux Afrique Holding	50 000	-45 737	100,00	50 000	10 021	71 753	71 753		-	4 904	
JCDecaux Europe Holding	581 922	154 067	100,00	622 224	622 224	77 295	77 295		-	20 378	
B – PARTICIPATIONS EN FRANCE ENTRE 10 ET 50%											
METROBUS (comptes sociaux)	1 840	-9 054	33,00	17 886	17 886				131 102	14 426	0

(1) Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice

SOCIÉTÉS	CAPITAL EN KDEUISE	AUTRES CAPITAUX PROPRES (1) EN KDEUISE	QUOTE- PART DU CAPITAL EN %	VALEUR D'INVENTAIRE DES TITRES DETENUS EN K€	VALEUR D'INVENTAIRE DES TITRES DETENUS EN K€	PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON REMBOURSES EN K€	PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON REMBOURSES EN K€	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FOURNIS PAR LA SOCIÉTÉ EN K€	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T. DE L'EXERCICE 2021 EN K€	BENEFICE NET (OU PERTE) DE L'EXERCICE 2021 EN K€	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIÉTÉ EN 2021 EN K€
C – FILIALES A L'ETRANGER DETENUES A PLUS DE 50%											
JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique)	269 EUR	941 204 EUR	99,79	355 493	355 493				48 277	-1 079	1 814
JCDecaux Eesti OU (Estonie)	3 EUR	716 EUR	100,00	10 838	10 838				6 459	1372	
JCDecaux Mestisky Mobililar Spol Sro (Rép. Tchèque)	120 000 CZK	-22 073 CZK	96,20	3 092	3 092	2 396	2 396		6 958	-261	
JCDecaux Korea Inc (Corée du Sud)	1 000 000 KRW	8 237 102 KRW	50,00	1 424	1 424				7 828	187	
AFA JCDecaux A/S (Danemark)	7 200 DKK	108 250 DKK	50,00	2 209	2 209				32 503	5 734	3 026
JCDecaux UZ (Ouzbékistan)	3 511 652 UZS	5 410 815 UZS	65,52	1 197	466				275	33	
JCDecaux Israel Ltd (Israël)	109 ILS	-114 610 ILS	92,00	19	0	51 414	5 115		8 706	-2 334	
VIOOH Limited	NS GBP	-17 535 EUR	93,50	NS	NS	65 354	46 916		5 872	-14 815	
D – PARTICIPATIONS A L'ETRANGER DETENUES ENTRE 10 ET 50%											
APG/ SGA SA (Suisse)	7 800 CHF	89 214 CHF	30,00	133 084	133 084				246 169	21 748	
IGP Decaux Spa (Italie)	11 086 EUR	49 068 EUR	20,48	34 861	16 194				76 902	1 494	
E – AUTRES PARTICIPATIONS A L'ETRANGER DETENUES A MOINS DE 10% MAIS DONT LA VALEUR BRUTE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE											
JCDecaux Artvertising Belgium (Belgique)	1 735 EUR	174 EUR	9,29	274	195				65	6	22
JCDecaux Portugal Mobilario Urbano Lda (Portugal)	1 247 EUR	4 291 EUR	1,00	253	253				22 506	2 761	

⁽¹⁾ Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice